

Les transitions dans la tourmente

En juillet 2022, le Conseil Mondial de l'Énergie a interrogé près de 600 dirigeants du secteur de l'énergie venant de 79 pays pour évaluer les conséquences des multiples crises mondiales sur le rythme de la transition énergétique. Les résultats montrent comment les perceptions ont changé parmi les dirigeants depuis la dernière enquête du Conseil en avril : davantage de dirigeants dans le monde (+ 9 points) anticipent un ralentissement de la transition en raison des stratégies énergétiques nationales actuelles. Ils sont également plus nombreux à considérer que l'on va vers un monde plus fragmenté (43 % contre 36 %) alors que de nouvelles crises en cascade affectent les systèmes énergétiques et les consommateurs du monde entier. Les principales conclusions sont les suivantes :

1. Transitions énergétiques : sprint ou marathon ?

Les années 2020 devraient être marquées par de nouvelles crises ; les défis liés à la sécurité énergétique et au changement climatique mettent en lumière d'autres enjeux concernant l'eau, l'alimentation, la compétitivité industrielle et l'emploi. L'appréciation des dirigeants sur la rapidité du rythme des transitions énergétiques a fortement évolué : 44 % envisagent un ralentissement des transitions contre 35 % lors de la première enquête en avril dernier. Le changement climatique constitue la principale préoccupation dans la plupart des régions du monde, à l'exception de l'Europe où la sécurité énergétique prévaut. L'enquête souligne aussi la nécessité d'un meilleur dialogue entre les parties prenantes qui mette en cohérence les prix des énergies et les coûts, l'accès et l'abordabilité.

2. La sécurité énergétique recadre la lutte contre le changement climatique

Le retour à une approche plus équilibrée du Trilemme de l'énergie dans l'élaboration des politiques énergétiques devient un choix de premier plan au niveau mondial. La sécurité énergétique est la priorité absolue (39 %), suivie de près par la durabilité environnementale (36 %) et, en dernier lieu, par l'accessibilité et l'équité énergétiques (26 %). La coopération internationale pour la transition énergétique et le lien alimentation-eau-énergie peuvent induire des risques parmi les plus élevés dans les crises actuelles.

3. Le besoin d'une transition énergétique juste, équitable et inclusive s'amplifie

Les technologies liées à l'offre comme le stockage de l'électricité, l'hydrogène bas carbone, les réseaux intelligents ou encore le captage et le stockage du carbone sont importantes dans toutes les régions pour accélérer les transitions énergétiques propres et justes. Les réponses *top-down* aux crises apportées par les gouvernements s'imposent dans toutes les régions du monde, et on remarque simultanément l'absence de solutions *bottom-up* ou impulsées par les consommateurs.

4. La responsabilité des décideurs politiques

Pour près de 40 % des dirigeants, ce sont les décideurs politiques qui doivent améliorer leurs connaissances en matière d'énergie. Ce chiffre est le plus élevé en Amérique du Nord et en Afrique (52 % et 50 % respectivement), contrairement à l'Amérique latine (28 %), où les citoyens sont considérés comme la cible prioritaire des programmes d'éducation à l'énergie.

5. De nouvelles interventions des gouvernements

L'intervention des gouvernements concernant l'énergie est la plus importante dans les domaines des infrastructures (30 %), de la R&D (21 %) et des réglementations et de la fiscalité des sociétés (18 %). Les résultats montrent qu'il n'y a pas de solutions rapides ou abordables à la crise du pouvoir d'achat qui a été déclenchée par le premier choc sur la demande énergétique mondiale. Des incitations et des financements en faveur de l'efficacité énergétique, mais aussi des subventions et une révision du *market design*, sont nécessaires.

6. Qui va prévaloir : la demande des consommateurs ou la géopolitique ?

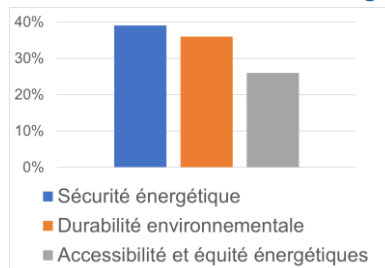
Le renforcement et l'extension du réseau électrique et la diversification du bouquet de production constituent les premiers choix des dirigeants pour relever les nouveaux défis de la sécurité énergétique et du changement climatique. En Amérique du Nord, vient ensuite le renforcement de la résilience aux chocs énergétiques mondiaux aux niveaux national et local. En Europe, la solution privilégiée est la diversification des importations d'énergie.

Les transitions dans la tourmente

L'ensemble des résultats de ce second *World Energy Pulse*, en anglais, est [disponible ici](#).

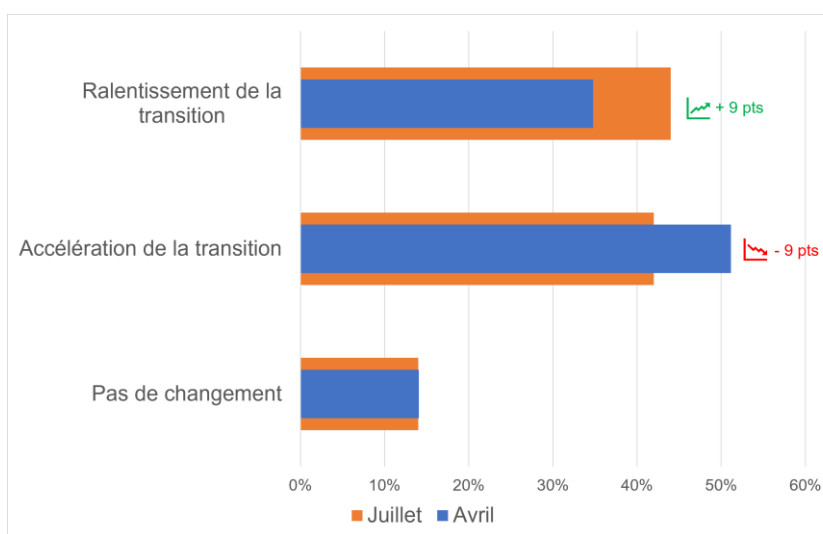
« D'après le *Pulse* du Conseil Mondial de l'Énergie, l'enjeu de la sécurité énergétique est légèrement privilégié par rapport aux deux autres, l'enjeu environnemental et l'enjeu d'accès à l'énergie. De plus en plus de dirigeants pensent que la transition énergétique sera plutôt ralentie par les crises actuelles. L'action des gouvernements doit être orientée vers la promotion et le financement de l'efficacité énergétique et la mise en place de subventions ciblées vers les consommateurs fragiles. Finalement, les événements récents renforcent l'idée que la transition énergétique doit être recentrée sur les citoyens et les consommateurs. »

Priorité du Trilemme de l'énergie

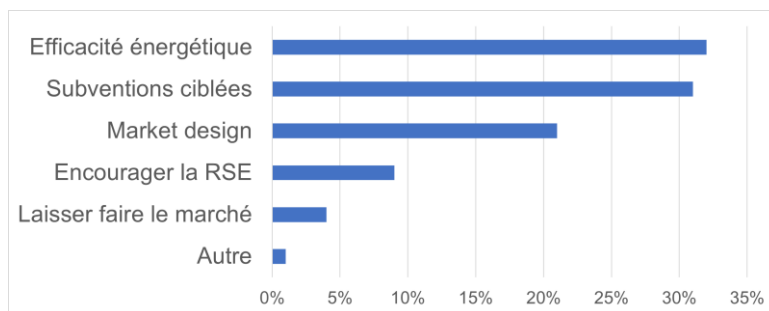


Jean Eudes Moncomble, secrétaire général du Conseil Français de l'Énergie

Quelle est l'influence des crises sur la vitesse des transitions énergétiques ?



Que devrait faire votre gouvernement pour protéger les consommateurs ?



Le **Conseil Mondial de l'Énergie** (ou World Energy Council) est la principale organisation multi-énergétique internationale. Son objectif est de promouvoir la fourniture et l'utilisation durables de l'énergie pour le plus grand bien de tous. Le CME a été constitué il y a près d'un siècle et il est agréé par l'ONU. Il est constitué de comités nationaux, représentant près de 100 pays, dont les deux tiers de pays en développement. www.worldenergy.org

Le **Conseil Français de l'Énergie** est le comité français du CME. Il regroupe des acteurs français (entreprises, administrations, organisations professionnelles ou universités) impliqués dans des réflexions qui privilégient les dimensions d'accessibilité, de disponibilité et d'acceptabilité de l'énergie dans une perspective mondiale. Toutes les ressources et les technologies de l'énergie sont représentées. www.wec-france.org

Jean Eudes Moncomble est le secrétaire général du CFE. Ingénieur et économiste, il débute sa carrière à l'École Centrale en tant que professeur et chercheur en économie, puis il rejoint la direction de la stratégie d'EDF en 1992. Jean Eudes Moncomble préside le comité Énergie de la FMOI (Fédération mondiale des organisations d'ingénieurs), ainsi que la commission Développement durable de SGI Europe. Il est également membre du conseil d'administration de l'Association française de sciences économique et rédacteur en chef de [La Revue de l'Énergie](#).